

Solidaires Finances Publiques 05

Section des Hautes Alpes



L'ECHO DES MONTAGNES : LES INFOS DU CHS



Le budget du CHS pour 2021 est de 28 275 €. De nombreuses formations ou actions de 2020 sont reportées sur ce premier semestre (Orthoptiste, Addictologie, RPS), les actions sont hélas limitées par la situation sanitaire.

Le secrétaire animateur étant promu Inspecteur, le poste est vacant à compter de Septembre. Le 04 et 05 ont demandé son remplacement à Paris.

Les travaux relatifs à l'Amiante sur la cité Desmichels seront découpés par étage, mais très probablement reportés à 2022.

Concernant la note d'orientation, les élus Solidaires sont revenus sur le télétravail (Isolement, Ergonomie ; Surcoût financier avec des discussions avancées au niveau Interministériel, Organisation présentiel/télétravail, Encadrement).

Devant certaines dérives constatées, les Elus solidaires ont demandé en appui de la CFDT, que les agents positionnés en arrêt maladie ne soient pas incités à télétravailler

La vaccination sera mise en place pour les agents dans le 06 et le 13, mais aucune décision en lien avec la préfète n'est prise à ce jour pour les Hautes Alpes.

Les risques psychosociaux ont été abordés à travers la fermeture de Guillestre et le SPFE. Pour le SPFE, les élus solidaires ont demandé la plus grande attention avec les départs à la retraite à venir, et les possibilités de turn over au niveau des mutations locales.

Pour la campagne IR , les élus SFP 05 ont exprimé leurs plus vives inquiétudes en lien avec les conditions sanitaires, la sécurité des agents, et les conditions de travail qui s'annoncent fortement dégradées. La réponse de la Direction étant approximative, une lettre ouverte à l'attention du Directeur est en cours de rédaction.

L'inspecteur Hygiène et sécurité en visite à Briançon a constaté ce que les élus Solidaires dénoncent depuis des mois à travers le CHS, les Comités Techniques, et lors de la venue du Ministre en Janvier. Au-delà des paroles nous attendons plus que jamais des actes et des résultats concrets.

Solidaires est revenu sur le fonds de solidarité, à travers les difficultés techniques et évolutives, le mécontentement des usagers dans le climat actuel, la stigmatisation de nos agents. Le DDFIP a expliqué à la préfète, et au milieu socio économique l'ampleur de la tâche réalisée.

En lien avec la crise sanitaire, les élus Solidaires ont demandé à ce que le Document Unique prenne en compte la spécificité des intervenants sur le terrain (géomètres, BCR, PCE) . Pour la restauration les mesures prises sont en adéquation avec l'ampleur de la crise et les risques encourus.